

Unité départementale de la Vendée  
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02.72.74.78.20  
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.24.186  
Réf. Préf. : Affaire n° - / Dossier n°97/0018  
n° AOT/GUN : 0006300880

La Roche sur Yon, le 05 Juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 14/05/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **MERCERON CARRIERES EXPLOITATION**

« La Vrignaie »

85150 VAIRÉ

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement MERCERON CARRIERES EXPLOITATION implanté au lieu-dit « La Vrignaie » 85150 Vairé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du suivi de la dérogation espèce protégée délivrée dans l'arrêté d'autorisation d'exploitation de la carrière du 01/04/2022 (autorisation environnementale unique).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MERCERON CARRIERES EXPLOITATION
- La Vrignaie de Vairé 85150 Vairé
- Code AIOT : 0006300880
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière de la Vrignaie est autorisée pour 30 ans par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2022-DCL-BENV-417 du 1<sup>er</sup> avril 2022. Cette autorisation intègre une demande de dérogation aux espèces protégées dans les conditions prévues à l'article L.411-1 du code de l'environnement (Grenouille agile et le Triton palmé).

Le gisement extrait est une roche massive (rhyolite) exploitée à l'explosif puis traitée sur site via des installations de traitement et de lavage de matériaux. Les matériaux extraits sont utilisés dans les travaux routiers et aménagements, les bétons/parpaings, les enrobés, les enduits superficiels et les

enrochements côtiers.

La remise en état via remblaiement d'une partie de la fosse est autorisée par l'arrêté.

### **Thèmes principaux d'inspection :**

- Dérogations espèces protégées : mesures compensatoires et suivi, autorisation de capture d'espèces protégées ;
- Autres mesures compensatoires relatives aux milieux naturels.

### **Références réglementaires :**

- Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation n°2022-DCL-BENV-417 du 01/04/2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais de réponse pour transmettre échéancier
2	Dérogation espèce protégée (mesures de compensation)	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 12.2-II	Demande d'action corrective	15 jours
3	Mesures de compensations complémentaires liées aux milieux naturels	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 4.3.3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dérogation espèces protégées (suivi)	Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 12.2-III	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures de compensation pour la destruction d'habitation d'espèces protégées ont été réalisées mais ne donnent pas satisfaction pour le bassin Nord-Ouest. La nature du substratum ne permet pas de maintenir un niveau d'eau favorisant l'arrivée des amphibiens. Une action corrective est attendue de la part de l'exploitant afin rendre ce bassin favorable au développement des amphibiens. La restauration de la mare Nord-Est et l'aménagement de l'hibernaculum ont été réalisés conformément au dossier de dérogation.

Des actions complémentaires aux mesures relatives aux espèces protégées ont été prescrites. Elles concernent le débroussaillage et l'inventaire des espèces de la « mare n°2 » (mare située à proximité de la mare Nord-Est) et la mise en place d'un second hibernaculum au sein de la zone humide identifiée au Nord du site. Il est attendu la mise en place de ces mesures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dérogation espèces protégées (suivi)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 12.2 – III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b> III. Mesures d'accompagnement et de suivi :

<p>- suivi du chantier par un écologue ;</p> <p>- suivi environnemental faune/flore sur une période de 10 ans (en n+1, n+2, n+3, n+5 et n+10).</p> <p>Un rapport de suivi pour les années n+1, n+3, n+5, n+7 et n+10 après la réalisation des travaux sera transmis au plus tard le 31 décembre de l'année correspondante à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de Vendée (DDTM).</p> <p>Ce rapport devra préciser la mise en œuvre des prescriptions du présent arrêté et les éventuelles difficultés rencontrées et rendre compte de l'efficacité des mesures prescrites.</p> <p>Le pétitionnaire pourra proposer des aménagements à ces mesures voire des mesures correctives et l'adaptation des fréquences et durée des suivis en fonction des résultats observés.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le suivi, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les suivis de chantier des 22/06/2022, 06/10/2022, 28/02/2023,</li> <li>- le rapport de suivi des mesures compensatoires de septembre 2023 « (n+1) »,</li> <li>- le rapport intermédiaire de suivi des mesures compensatoires de mars 2024 (visite du 29/02/2024). Le prochain passage de l'écologue aura lieu en mai 2024.</li> </ul> <p>Ces rapports ont été transmis à la DDTM et à l'inspection des installations classées. Il fait état des difficultés rencontrées et mesure l'efficacité des mesures mises en place.</p> <p>L'exploitant respecte ces prescriptions.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>
---

## N° 2 : Dérogation espèces protégées (mesures de compensation)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 12.2 – II
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Mesures de compensation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- restauration d'un ancien bassin afin de le rendre plus favorable aux amphibiens ; (1)</li> <li>- restauration de la mare n°1 d'une superficie de 180 m<sup>2</sup> ; (2)</li> <li>- mise en place d'un hibernaculum ; (3)</li> <li>- préservation d'un corridor boisé au Nord du site ; (4)</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>(1) - La restauration de l'ancien bassin du Nord-Ouest a été réalisée en 2022 avec un écologue et conformément au dossier de demande d'autorisation (cf Photographie 1). Le suivi écologique réalisé en 2023 mentionne que ce bassin ne présente qu'un faible niveau d'eau..</p> <p>La faible hauteur d'eau dans le bassin a été constatée lors de la présente visite de 2024 malgré les pluies régulières du printemps 2024 (Photographie 2).</p> <p><b>Au vu des constats réalisés lors de la présente visite, la mesure de compensation actuellement réalisée ne donne pas satisfaction, l'exploitant ne respecte pas la prescription. Des actions correctives sont dorénavant attendues sur la restauration du bassin Nord-Ouest (cf bloc "demande formulée à l'exploitant" ci-dessous).</b></p>



Photographie 1. Noue, pré-bassin et bassin



Photographie 2. Bassin (très faible hauteur d'eau et eau trouble)

(2) - L'écologue réalisant le suivi indique en 2023 que la mare n°1 (au Nord-Est - Photographie 3) a été restaurée conformément au dossier de demande d'autorisation. Lors de la visite, il est constaté que le niveau d'eau y est satisfaisant, que le fond du bassin présente différentes profondeurs. Il a été entendu des chants d'amphibiens à l'approche de ce point d'eau.

Cette mare est considérée comme fonctionnelle au vu des constats et du suivi des populations de rainettes, grenouilles et triton réalisés par l'écologue.

L'exploitant respecte cette prescription.



Photographie 3. Restauration de la mare n°1

(3) - Un hibernaculum (Photographie 4) a été mis en place à proximité de l'ancien bassin Nord-Ouest. En 2023 et (février) 2024, aucun reptile n'y a été observé. Les suivis écologiques indiquent que cet hibernaculum devrait constituer un habitat favorable pour les reptiles.

L'exploitant respecte cette prescription.





Photographie 4. Hibernaculum au Nord-Ouest

(4) - Des plantations ( Photographie 5) ont été réalisées conformément au dossier de demande d'autorisation au Nord du site. Un entretien est prévu prochainement par l'exploitant.

L'exploitant respecte cette prescription.



Photographie 5. Plantations

Il est à noter que la mare devant être supprimée par le projet d'extension de la fosse est encore en place (Photographie 6). Cette mare est permanente. Le dossier de demande d'autorisation précise que cette mare sera détruite lors des 5 premières années d'exploitation après l'arrêté du 01/04/2022 (*cf rappel réglementaire dans le bloc ci-dessous*).



Photographie 6. Mare à supprimer

#### **Demands formulées à l'exploitant à la suite du constat :**



- Le bassin Nord-Ouest n'est pas favorable à l'arrivée et au maintien des populations d'amphibiens. **Il est attendu de la part de l'exploitant, des propositions d'actions correctives en accord avec un écologue. Ces propositions sont à transmettre à l'inspection** (qui consultera la DDTM). Les périodes de réalisation des travaux devront être indiquées et justifiées.

- Concernant les travaux de destruction de la mare permanente : Pour rappel, la destruction de cette mare a motivé la demande de destruction des sites de reproduction et d'aires de repos des espèces animales protégées au titre du 4° du L.411-2 du code de l'environnement. Les mesures de compensation doivent être fonctionnelles avant que cette mare soit supprimée.

Lors de la visite, la DDTM a rappelé **l'obligation de déposer une demande dans le cadre de la capture et du déplacement des espèces protégées en présence dans la mare à supprimer si les travaux de suppression ont lieu lorsque les individus sont présents dans la mare** (articles L.411-1 et suivants du code de l'environnement – cerfa 13616). **Cette demande peut être déposée à titre conservatoire pour se prémunir de l'éventuelle présence d'individus lors des travaux quand bien même ces travaux auraient été programmés dans une période limitant la destruction d'individu.** Cette demande devra être déposée dans les conditions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et accompagnée du cerfa précité.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais de réponse :</b> 15 jours (pour transmission d'une proposition avec échéancier)

### N° 3 : Mesures de compensations complémentaires liées aux milieux naturels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2022, article 4.3.3	
<b>Thème(s) :</b> Autre, Biodiversité	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les mesures de compensation sont celles établies dans le dossier de demande d'autorisation et consistent principalement à restaurer des habitats de reproduction pour les deux espèces par la restauration d'un ancien bassin, de deux mares, la mise en place de deux hibernaculum et la préservation d'un corridor boisé au Nord.	
<b>Constats :</b>  <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p>- Lors de la visite, il a été constaté que la mare n°2 mentionnés dans cette prescription (cf Plan 1) n'est pas accessible (Photographie 7). Il était attendu que cette mare fasse notamment l'objet de travaux de débroussaillage, voire le curage et le décapage afin de permettre la réalisation d'un diagnostic de fonctionnement et des travaux de restauration. <b>L'exploitant ne respecte pas cette prescription.</b></p> </div> <div style="width: 45%; text-align: center;">  </div> </div> <div style="display: flex; justify-content: space-between; margin-top: 20px;"> <div style="width: 45%;"> <p>- Lors de la visite il a été constaté l'absence de mise en place d'un second hibernaculum au centre de la zone humide située au Nord du site (cf Plan 1). <b>L'exploitant ne respecte pas cette prescription.</b></p> </div> <div style="width: 45%; text-align: center;">  </div> </div>	
<p style="text-align: center;">Plan 1. Extrait du DDAE v1 – figure 174 p359 doc 2a</p> <p><i>cf points de contrôles précédents pour l'ancien bassin et son hibernaculum, une des deux mares (la mare Nord-Est de 180 m²) et le corridor boisé.</i></p>	
<b>Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :</b> - L'accessibilité de la mare n°2 est à réaliser afin de pouvoir y réaliser un inventaire et des	

propositions de restauration adaptée au potentiel de cette zone actuellement colonisée par les ligneux.

- La mise en place du second hibernaculum doit être réalisée après échange avec l'écologue en charge du suivi du site (localisation, matériaux utilisés,...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours (réponse avec échéancier)